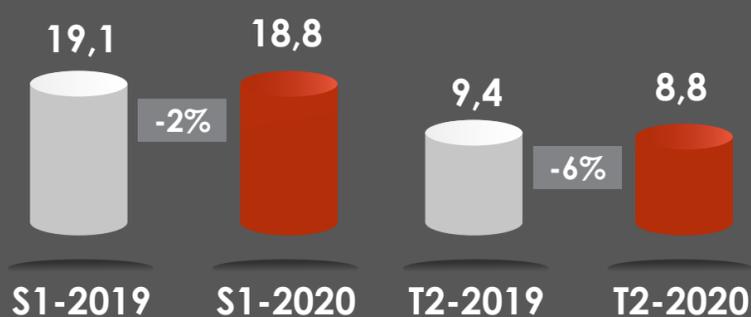


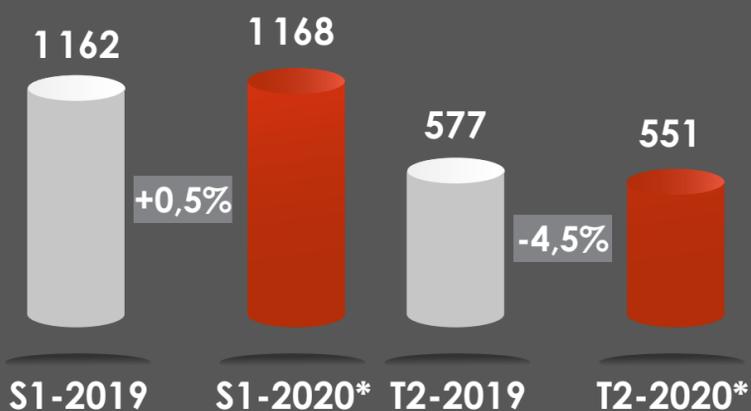
TRAFIC CONSOLIDÉ (MT)



CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ (MDH)



CHIFFRE D'AFFAIRES SODEP S.A (MDH)



ENDETTEMENT NET CONSOLIDÉ (MDH)



Activité

Le trafic global traité durant le premier semestre de l'exercice 2020 par Marsa Maroc et ses filiales s'est établi à 18,8 MT en baisse de 2 % par rapport au premier semestre de 2019. La croissance de 2% observée au cours du 1^{er} trimestre a été neutralisée par l'effet de la crise sanitaire et économique au 2^{ème} trimestre qui a entraîné une baisse du trafic de 6%.

Ce niveau d'activité résulte de l'évolution des principaux éléments suivants :

- le trafic des conteneurs a reculé de 7 % par rapport au premier semestre 2019 ;
- le trafic de vrac et divers s'est établi quasiment au même niveau qu'en 2019, porté essentiellement par la hausse des trafics de céréales et aliments de bétail qui a permis d'atténuer la baisse du trafic des hydrocarbures.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 1 454 MDH au 30 juin 2020 en légère hausse de 0,5 % par rapport au chiffre d'affaires de 1 447 MDH réalisé à fin juin 2019.

Investissement

Les investissements engagés par la SODEP S.A à fin juin 2020 s'élèvent à 56 MDH.

Endettement

L'endettement net du groupe à fin juin 2020 s'élève à -58 MDH. Il est composé de 948 MDH de dettes de financement et 1 007 MDH de disponibilités. Les disponibilités ont baissé par rapport à la même période en 2019 suite aux injections de capital réalisées dans la filiale Tanger Alliance ainsi que le don de 300 MDH fait par la société au fonds spécial de gestion de la pandémie COVID-19.

Pandémie COVID-19

Marsa Maroc assure la continuité de ses activités dans l'ensemble des terminaux qu'elle opère tout en prenant les dispositions nécessaires afin de protéger la santé et la sécurité de ses collaborateurs et de ses clients.

Le résultat net consolidé 2020 de Marsa Maroc est attendu en baisse significative par rapport au résultat net de l'année précédente du fait du don d'un montant de 300 MDH versé par la société au fonds spécial de gestion de la pandémie du COVID-19 ainsi que des effets du ralentissement économique global engendré par la crise sanitaire.

(*) : Chiffres non audités à la date de la publication.